

A nos confrères secrétaires de rédaction, dont l'avenir est aussi menacé que le nôtre

On aura beaucoup dit et écrit sur l'accord passé le 30 novembre entre le Livre CGT et le patronat de la presse parisienne. Certains ont cru bon d'en saisir le prétexte pour porter une attaque en règle contre les ouvriers du Livre qui se seraient engagés, selon eux, dans un vaste mouvement de sauve-qui-peut visant à préserver leurs emplois au détriment des journalistes secrétaires de rédaction. D'aucuns y ont vu une gigantesque braderie par le Livre de sa spécificité et de ses acquis. D'autres encore y ont subodoré une sournoise offensive de colonisation des rédactions. Fantasme et méconnaissance de la réalité des situations des uns et des autres, de l'évolution des métiers, des bouleversements à venir auront ainsi pris le pas sur une analyse sérieuse des changements en cours dans le processus de fabrication et sur les moyens à mettre en œuvre pour à la fois garantir l'emploi de tous, la conservation des acquis sociaux et la qualité éditoriale indispensable à la survie et même au développement des quotidiens nationaux. Il nous a donc semblé nécessaire et utile de présenter le plus clairement possible l'état de nos réflexions, d'identifier les menaces qui pèsent sur nous et les moyens d'y faire face.

Soyons clair : ce n'est ni la présence des ouvriers du Livre en rédaction qui menace les secrétaires de rédaction, ni l'affectation de journalistes à des tâches essentiellement techniques qui menace l'existence des ouvriers du Livre. *C'est l'évolution même des systèmes*

éditoriaux qui, à terme, porte en lui les germes de l'extinction des uns et des autres. Les nouveaux systèmes type *Prétexte, Millénium, etc.*, dont s'équipent ou vont s'équiper les grandes entreprises de presse ont tous en commun la particularité de permettre à tous les intervenants dans la chaîne de fabrication d'agir en tous temps et en tous lieux sur le produit en cours, cassant ainsi la chaîne des différentes étapes de la production des journaux, de l'écriture à l'impression, en passant par la correction, la mise en page et l'édition. Ces nouveaux systèmes induisent l'apparition d'un nouveau type de professionnel effectuant à la fois des tâches rédactionnelles et des tâches techniques. Le processus à l'œuvre dans l'industrie n'épargne pas nos métiers. Tâches « manuelles » et « intellectuelles » se trouvent ainsi inextricablement mêlées. Le savoir-faire graphique des uns et le savoir-faire rédactionnel des autres se trouvent indissolublement imbriqués et tout aussi nécessaires l'un que l'autre à la réalisation d'un produit de qualité. Cette nouvelle donne fait voler en éclat les vieilles frontières qui séparaient l'atelier graphique du secrétariat de rédaction. Ce qui est à l'ordre du jour c'est la création d'un nouveau métier, celui que l'accord finalisé le 2005, appelle « éditeur-réalisateur ». Et, pour nous, tous les salariés concourant aujourd'hui à la production des journaux, de l'édition à la mise en page, en passant par la correction et le traitement des illustrations, sont qualifiés, quelle que soit leur origine, ouvriers ou journalistes, pour y accéder.

Cette nouvelle donne bouleverse l'organisation du travail, les habitudes culturelles, remet en cause la place de chacun dans la chaîne éditoriale et fait peser une lourde menace sur l'emploi, les conditions sociales et la qualité du produit. Le processus continu de modernisation à l'œuvre dans la presse s'est traduit dans les dernières décennies par

l'expulsion massive de salariés de tous les métiers et par une précarisation accrue de ceux qui travaillent encore. Faute d'une politique appropriée, l'arrivée des nouveaux systèmes éditoriaux risque bien de se montrer tout aussi dévastatrice. Et cela ne peut ni ne doit rester sans réaction. Méconnaître la réalité de ce qui se met en place, rester l'arme au pied en attendant l'orage et croire que l'on va pouvoir passer entre les gouttes, c'est s'illusionner gravement sur l'avenir.

L'alternative qui nous est posée est la suivante :

Soit ouvriers du Livre et secrétaires de rédaction réagissent à la menace que fait peser l'arrivée de ces nouveaux systèmes en prenant chacun l'autre pour cible en tant que cause de tous ses malheurs et il n'en résultera qu'un affaiblissement généralisé permettant au patronat de pousser la logique jusqu'à son terme, à savoir la disparition quasi-totale de professionnels qualifiés dans ce qu'il est convenu d'appeler le prépresse.

L'utilisation « optimale » (du point de vue patronal) des nouveaux systèmes permettrait en effet (et ce n'est pas de la science-fiction) de faire remonter la partie éditant totalement en amont à la charge du journaliste rédacteur et l'automatisation complète de faire disparaître, sauf à la marge, toute intervention technique. Ceci bien évidemment au détriment de la plus-value apportée par l'édition (un rédacteur n'est pas un SR), de la qualité des articles (le temps consacré au calibrage, à la rédaction de titres, de légende, etc., c'est autant de temps en moins que le rédacteur ne pourra plus consacrer au reportage, à l'enquête et à la réflexion), de la qualité graphique – le visuel-, de l'originalité de la maquette et de la qualité de l'illustration.

Soit, tous ensemble, ouvriers du Livre et journalistes, nous faisons en sorte :

- que les formations nécessaires à l'acquisition par chacun des savoirs qui lui manquent (graphiques pour les uns, rédactionnels pour les autres) soient mises en œuvre;
- que le nouveau métier d'éditeur soit reconnu et inscrit dans la convention collective des journalistes et soit doté de règles sociales de haut niveau (et de ce point de vue les acquis et le savoir faire syndical du Livre ne sont pas quantité négligeable);
- que tous ensemble nous empêchions que la modernisation à l'œuvre n'ait pour seul effet que de permettre aux Dassault, Lagardère et autres industriels à l'œuvre dans la Presse, industriels dont l'unique motivation est la rentabilité à court terme, motivation qui a pour effet immédiat d'accélérer la casse sociale, de détruire l'emploi qualifié au seul "profit" de l'emploi précaire, et de réduire les coûts « à tout prix ;
- que tous ensemble nous combattions résolument la précarisation massive à l'œuvre dans la profession et fassions en sorte que les possibilités offertes par les nouveaux systèmes éditoriaux soient mises au service de la qualité du produit, de l'enrichissement professionnel des salariés en terme d'amélioration des compétences et de variété des tâches, et donc en définitive entraîne une amélioration du service rendu au lecteur et le développement des quotidiens.

C'est cette réflexion et ce combat que la Chambre Syndicale Typographique Parisienne-CGT mène depuis de nombreuses années. C'est à cette réflexion et à ce combat qu'elle invite toutes et

**tous, ouvriers du Livre et journalistes, à se joindre. Encore une fois
notre avenir sera celui que nous ferons et, pour peu que nous le
voulions, il est entre nos mains.**